

## Des actes plutôt que des vœux : 10 décisions qui pourraient faire la différence sur les dossiers brûlants de 2016



On dit bien souvent que l'on apprend de nos erreurs. En 2015 les conflits ont été nombreux, en France le chômage n'a pas diminué autant qu'on pouvait l'espérer, aucune solution durable n'a été trouvée à la crise des migrants... Quelques solutions qui, appliquées, pourraient changer durablement notre société.

Avec Florent Parmentier
Avec Jean-Charles Brisard
Avec Ardavan Amir-Aslani
Avec Alexandre Del Valle
Avec Jacques Barou
Avec Guylain Chevrier

### 1 - Rééquilibrer le rapport de force en Europe

*En octobre 2015, le taux de chômage de la zone euro s'établissait à 10,7%. Un chiffre qui révèle l'inefficacité des politiques d'austérité menées depuis 2008 sous l'égide de l'Allemagne.*

**Nicolas Gotezmann** : La gouvernance européenne est aujourd'hui déséquilibrée au profit de l'Allemagne. Le couple franco-allemand a laissé place au **jeu solo d'Angela Merkel**. Ce qui peut se voir aussi bien en termes de politique économique que sur la question des migrants, où la Chancelière allemande a pris une décision ayant des conséquences sur l'ensemble des membres, et ce, sans aucune discussion préalable avec ses partenaires. Il ne s'agit même pas de juger de la nature de cette décision mais simplement de constater la forme. **Le pouvoir est à Berlin, c'est un fait**. Le rééquilibrage est donc nécessaire et doit être mené par la France, tout simplement parce que c'est son rôle. Notamment, parce que **le glissement de pouvoir vers Berlin s'est surtout réalisé pour combler le vide laissé par l'exécutif français en Europe**. Et ce, qu'il s'agisse de la Grèce ou des migrants en ce qui concerne 2015.

En l'espèce, le moyen le plus convaincant est de **proposer une alternative crédible à ce qu'est devenu l'Union européenne, c'est-à-dire un projet commun ayant pour seul objectif la recherche d'un intérêt général européen**. Car à l'heure actuelle, c'est l'intérêt du plus fort, l'Allemagne, qui est préservé, ce qui ne se fait pas au bénéfice de chacun des membres de l'Union.

Dans une telle optique, la France doit obtenir le soutien de l'Italie ou de l'Espagne. L'enjeu prioritaire est de **modifier l'orientation économique de la zone euro, vers un continent de plein emploi**. Et il ne s'agit pas que de mots, il s'agit de renégocier les traités fondateurs en ce sens, ce qui implique de revisiter les critères de Maastricht et le mandat de la BCE pour que l'Europe soit enfin dessinée comme un continent responsable. Notamment sur le modèle américain, car les Etats Unis n'ont pas "oublié" d'inscrire le plein emploi dans le marbre, et d'en faire un objectif prioritaire pour les autorités. En Europe, l'objectif prioritaire actuel, c'est de lutter

contre la dette et les déficits. Le résultat, c'est que l'Europe garde les déficits et la dette, et elle y ajoute le chômage. Il est temps d'en finir avec cette vision d'un autre âge.

## 2 - Les dépenses d'infrastructure

*Dans le cadre de la réduction des déficits et des dépenses publiques en Europe, l'investissement public s'est tari, notamment en ce qui concerne les dépenses d'infrastructure.*

**Nicolas Goetzmann** : Pendant que la majeure partie du spectre politique s'excite sur les niveaux de déficits et de dettes **des organismes, pourtant orthodoxes, comme le FMI ou l'OCDE, soutiennent l'idée de dépenses d'infrastructures dans la plupart des pays développés.** La France n'y fait pas exception. Le calcul est le suivant ; les taux d'intérêt atteignent des plus bas historiques, le coût de l'emprunt est quasi nul. Dans un tel contexte, toute dépense ayant la capacité de générer de la croissance future peut se rembourser toute seule, et ainsi être neutre du point de vue de l'endettement. Ainsi, le FMI [indique](#) : *"le surcroît d'investissement public dans l'infrastructure donne au PIB une impulsion qui compense l'augmentation de la dette, de sorte que le ratio dette publique/PIB ne progresse pas. Autrement dit, l'investissement public dans l'infrastructure peut s'autofinancer s'il est correctement effectué"*.

La configuration actuelle des taux d'intérêt est donc une véritable aubaine pour relancer une partie de l'activité économique, notamment en ciblant les zones et les populations qui en ont le plus besoin, et ce, pour un effet totalement neutre sur le budget du pays. De plus, le FMI, mais également d'autres sources, constatent le déficit actuel en dépenses d'infrastructures depuis plusieurs années, ce qui porte un coup à terme sur le potentiel de croissance des pays concernés. Il s'agit d'une véritable opportunité pour des gouvernements en manque de relais de croissance, aussi bien à court qu'à long terme.

## 3- Le besoin d'une politique plus cohérente entre l'Union Européenne et la Russie.

*Après le conflit Ukrainien, les sanctions européennes imposées à la Russie et désormais les différences d'approches face à la crise Syrienne, on pourrait craindre une rupture de relation entre l'est et l'ouest et même parfois pire : un conflit.*

**Florent Parmentier** : L'amélioration des relations entre l'UE et la Russie en 2016 n'a rien d'évident : l'Ukraine restera encore un sujet de division entre les deux entités pour l'année qui vient. Quant à la crise syrienne, tous en Europe ne partagent pas le désir des Français de travailler plus directement avec la Russie. Pourtant, **chacun aurait à gagner à des rapports plus équilibrés, rendus inévitables par la géographie et la complémentarité des deux acteurs.** Le respect des accords Minsk 2 (février 2015) reste une condition non-négociable pour la levée des sanctions contre la Russie, qu'il faudra veiller à ne lever ni trop tôt (pour ne pas perdre un levier), ni trop tard (pour éviter une rupture prolongée de liens économiques). A ce stade, **une politique de petits pas est préférable**, permettant d'avancer concrètement sur des enjeux techniques, en s'intéressant par exemple à l'Union eurasiennne, zone économique en gestation.

## 4- La nécessité de finaliser l'accord sur le nucléaire Iranien.

*En juillet dernier un accord historique a été signé sur le nucléaire entre les Etats-Unis et l'Iran. Le pays est désormais de retour dans l'échiquier politique et sur la verge d'un boom économique a mesure que se rapproche la suppression des sanctions européennes.*

**Amir-Aslani Ardavan** : L'Iran avance à grand pas vers la fin de son contentieux nucléaire. Il y a moins d'une semaine, ce pays a transféré plus de 10 tonnes de son uranium enrichi vers la Russie conformément aux dispositions de l'accord conclu le 14 juillet dernier à Vienne. Il ne reste plus que la modification du recteur à eau lourde d'Arak et la mise hors d'usage de la majeure partie de ces centrifugeuses d'ores et déjà entamée. Normalement, **les sanctions seront levées à la fin de ce mois de janvier permettant à ce géant pétrolier de retrouver sa place dans l'économie mondiale.** Le chemin n'a pas été facile et peut encore rencontrer des embûches comme la nouvelle loi votée par le congrès américain imposant l'obtention de visas pour des ressortissants principalement européens qui se sont rendus en Iran ces cinq dernières années ou encore des irruptions liées aux réactions iraniennes suite aux exactions saoudiennes contre la minorité chiite à l'instar de l'exécution samedi d'un membre respecté du clergé chiite saoudien, Al-Nimr. Cependant **le besoin d'Iran est tel aujourd'hui, ne serait-ce que dans son rôle contre Daech, que tant l'occident que les iraniens feront tout pour empêcher les dérapages.** 2016 sera donc l'année qui marquera le retour dans le concert des nations de ce pays après des années d'ostracisme.

## 5 - Obliger l'Arabie-Saoudite et les pays du Golfe à sortir de leur hypocrisie sur leurs relations, principalement avec les groupes djihadistes

*Depuis plusieurs décennies, l'Arabie-Saoudite et les pays du Golfe constituent des alliés occidentaux au Moyen-Orient, aussi bien sur le plan économique, commercial, énergétique que dans la lutte contre le terrorisme. Mais sur ce dernier point, ces pays jouent un double jeu, finançant en grande partie les groupes djihadistes qui sévissent au Moyen-Orient, en Afrique et également en Asie, au nom de l'idéologie wahhabite.*

**Alexandre del Valle** : Nous avons des moyens de pression sur l'Arabie-Saoudite, notamment en matière de sécurité. Les Occidentaux et les Etats-Unis sont les garants de la sécurité du pays depuis 1945, en échange d'un approvisionnement en pétrole produit à faible coût et de bonne qualité. On pourrait donc menacer les Saoudiens de rendre caduque ce pacte "sécurité contre pétrole" établi en 1945 entre Roosevelt et Ibn Saud, et donc de **ne plus assurer la sécurité de l'Arabie-saoudite contre des pays qui la menace, comme l'Iran.**

Quant au Qatar, celui-ci cherche à améliorer son image avec la télévision et l'acquisition d'un certain nombre de fonds et participations dans des sociétés occidentales en vue. Il faudrait donc que nos chefs d'Etat aient la décence de **ne plus accepter les investissements du Qatar dans nos sociétés (ce qui n'est pas du tout préjudiciable pour l'emploi et notre économie), et de ne plus donner de fréquences d'émission à Al-Jazeera qui est le véritable instrument du soft power du Qatar.** Surtout que le Qatar a autant besoin de son *soft power* que nous du pétrole et de son gaz, si ce n'est plus; car les Occidentaux pourraient tout à fait se tourner vers le gaz iranien ou turcophone de la Caspienne. Il y a donc des moyens de pression sur ces pays, mais nous ne les

utilisons jamais parce que nous avons des hommes politiques qui sont islamiquement corrects, qui font des conférences à 150 000 euros au Qatar ou ailleurs, et qui sont donc personnellement engagés vis-à-vis de ces Etats.

6 - L'Europe doit avoir des relations plus saines avec la Turquie, notamment en ce qui concerne l'adhésion à l'Union européenne, mais également sur la question des réfugiés et la lutte contre l'Etat islamique

*Au cours des derniers mois, la crise des réfugiés a révélé les problèmes de collaboration existant entre l'Union européenne et la Turquie, cette dernière exigeant une aide financière accrue des pays européens. Pour convaincre davantage la Turquie, l'Union européenne a décidé la reprise des négociations du pays à l'Union. Une politique basée sur le chantage qui ne peut plus continuer, notamment au regard du soutien apporté par la Turquie à la survivance économique de l'Etat islamique.*

**Alexandre del Valle** : Il ne faut pas mélanger la question de l'adhésion à l'Union européenne et celle des réfugiés car l'on tombe dès lors dans une politique basée sur le chantage. Cette politique est sans fin. En envahissant Chypre et en ne respectant aucune des conventions internationales régissant le statut de l'île, en violant chaque jour l'espace maritime et aérien de la Grèce, en refusant les frontières avec la Grèce et Chypre, en utilisant les réfugiés comme un moyen de racketter les Etats européens comme le faisaient auparavant Kadhafi, et en faisant le jeu de Daesh (car sans la Turquie, Daesh ne peut pas vendre ses différents trafics), la Turquie a prouvé qu'elle n'est pas solidaire des instances occidentales. **Menacer la Turquie d'exclusion de l'OTAN ou d'autres organisations internationales permettrait d'obtenir un certain résultat.** Les Turcs font croire que nous avons besoin d'eux, mais eux aussi ont besoin de nous, notamment en matière d'emploi : rappelons que la Turquie produit de nombreuses voitures européennes.

Depuis quelques mois, les langues se sont déliées à propos de la Turquie et il est temps désormais de dire à ce pays que le racket n'est pas la solution : la relation doit être donnant-donnant. Depuis l'ouverture des négociations à l'adhésion, je ne cesse de dire qu'il n'aurait jamais fallu leur promettre une adhésion dont personne ne veut véritablement. Tout le monde fait croire qu'on relance un processus alors que de chaque côté, tout le monde sait que ce processus est presque impossible à réaliser. C'est un jeu de menteurs réciproque. Comme le disait récemment Poutine, *"le meilleur moyen d'être respecté, c'est de ne pas faire de faux-semblants et d'avouer clairement à son interlocuteur quels sont ses intérêts"*. Les Etats n'ont pas d'états d'âme ou de sentiments, mais des intérêts : coopérer lorsque les intérêts convergent, ne pas le faire dans le cas contraire. L'honnêteté permettrait d'assainir les relations avec la Turquie. Ce qui énerve le plus les Turcs, c'est qu'on n'ait jamais osé leur dire que la Turquie n'a aucune vocation à intégrer l'Union européenne car la Turquie ne partage pas les valeurs de l'Europe : elle est actuellement tournée vers le Moyen-Orient et l'Asie, avec cette volonté de rétablir le califat ottoman. Le problème de l'Union européenne, c'est qu'elle veut intégrer tout le monde, ce qui irrite la Russie et les Turcs. **Le fait que l'Union européenne soit, malgré tout, un empire souhaitant s'élargir à tout son voisinage est un facteur déstabilisant; c'est d'ailleurs ce qui a déstabilisé le kémalisme en Turquie** : depuis que l'Union européenne a promis l'adhésion de la Turquie, notamment avec des mesures démocratiques, ceci a donné une légitimité à Erdogan pour se débarrasser des structures militaires laïques kémalistes, et donc favoriser la réislamisation de la Turquie.

## **7. Mettre en œuvre une coalition pour gérer le cas libyen, et parvenir notamment à la mise en place d'un gouvernement d'unité nationale**

*Depuis l'intervention militaire occidentale de 2011 et le renversement de Kadhafi, la Libye est profondément déstabilisée. Outre les divisions politiques qui rendent le pays ingouvernable, celui-ci est devenu un terrain d'action et d'opération de groupes djihadistes comme l'Etat islamique.*

**Alexandre del Valle** : L'attitude des Etats-Unis visant à mettre à l'écart l'Egypte a été très préjudiciable. Il aurait fallu **intégrer dans une vaste coalition l'Egypte, ainsi que tous les autres pays de la région partageant les mêmes intérêts que les Occidentaux dans la lutte contre l'islamisme radical.** L'Egypte était d'ailleurs prête à intervenir pour mettre hors d'état de nuire un certain nombre de groupes djihadistes. Dans ces conditions, on aurait pu associer, en plus de l'Egypte qui a une armée performante, les Emirats arabes unis qui disposent de moyens financiers importants. Or, les Américains ont envenimé les relations avec l'Egypte qui s'est tournée vers la Russie.

Il est temps que les Occidentaux arrêtent de traiter tous les pays musulmans, qui ne sont pas islamistes, de pays dictatoriaux : depuis une vingtaine d'années, on se rend compte que les Occidentaux démantèlent uniquement les pays musulmans relativement laïcs et veulent mettre au pouvoir des soi-disant démocrates qui, en fait, sont des Frères musulmans. Il faut réunir le plus de partenaires possible dans le cadre de cette coalition afin de ramener l'ordre en Lybie, en éradiquant les mouvements djihadistes les plus fondamentalistes. Néanmoins, la tâche de parvenir à un gouvernement d'unité nationale s'avère difficile : il s'agit de parvenir à réunir des anciens kadhafistes, des berbères anti-islamistes, des islamistes modérés et des islamistes radicaux. Sans associer l'Egypte et les pays arabes qui ont intérêt à éradiquer la mouvance islamiste, cela va être encore plus difficile. Quand on considère les avancées de Daesh en Lybie, qui a pris le contrôle de plusieurs parties du littoral, ce qui menace directement l'Union européenne, **une intervention militaire en Libye contre Daesh s'annonce indispensable.**

## **8- L'urgence de coordonner la lutte anti-terroriste entre les différents pays européens.**

*En novembre, Paris était frappé par des attentats terroristes. Quelques jours plus tard, on apprenait que des terroristes belges avaient également participé aux attentats du 13 novembre. Un des nombreux exemples qui illustrent l'urgence d'une politique anti-terroriste unie sur le front européen.*

**Jean-Charles Brisard** : Les outils préventifs et répressifs de la lutte antiterroriste à l'échelle européenne pourraient être renforcés dans trois domaines essentiels :

Le choix de la suppression des frontières intérieures aurait dû aller de pair avec le renforcement des contrôles aux frontières extérieures, or il n'en est rien, les attentats de Paris l'ont rappelé. **Il est donc indispensable de modifier l'article 7-2 du code frontières Schengen pour instituer des contrôles systématiques aux frontières extérieures pour les ressortissants de l'espace Schengen** (seuls les ressortissants des pays tiers sont aujourd'hui soumis à des vérifications approfondies de manière systématique). Il sera également nécessaire d'étendre l'automatisation du screening aux frontières, 27% des Etats membres n'en disposent toujours pas.

---

Face à une menace terroriste transnationale et commune, il est devenu urgent de créer au sein d'Europol ou d'une autre instance européenne une véritable plateforme d'échange d'information en temps réel permettant à tous les Etats de consulter les bases nationales des personnes à risque ou des individus recensés comme djihadistes. Pour être efficace, l'échange systématique d'information doit inclure les passagers des vols intra et extra-communautaires (projet de PNR européen dont l'adoption est prévue en 2016), mais également les passagers de transports terrestres et maritimes.

Outre l'échange d'information opérationnelle, des avancées pourraient être réalisées visant à l'adoption du projet de parquet européen et conférant un rôle beaucoup plus opérationnel au coordinateur de l'UE pour la lutte antiterroriste. Enfin **l'harmonisation des législations relatives à la prévention et la répression du terrorisme est une nécessité pour assurer une action commune.**

## **9 - Immigration : accepter de débloquer des fonds pour les aider dans leur pays d'origine plutôt que de les faire venir en Europe**

*L'afflux massif de réfugiés en Europe ces derniers mois a révélé les difficultés d'accueil auxquels sont confrontés les pays européens, mais également l'absence de cohésion européenne dans la réponse à apporter à ce problème.*

**Jacques Barou** : Cette décision a déjà été essayée par le HCR (Haut-Commissariat aux réfugiés) dans les années 1975-1980 : des camps avaient été installés dans les pays voisins des 3 pays d'Indochine qui ont évolué vers des régimes totalitaires, faisant fuir un nombre important de personnes. Cela avait évité à un nombre significatif de personnes de se lancer à l'aventure vers des pays trop lointains, une entreprise souvent risquée; néanmoins, cela n'a pas empêché le phénomène des *boat people*. Pour que cette solution soit efficace, il faut **une action militaire afin de sécuriser une partie du territoire, et ce grâce aux casques bleus** dont la mission serait de garantir la protection des populations locales face aux bombardements. Ces lieux seraient ainsi placés temporairement sous la protection de la communauté internationale, réservés uniquement aux populations civiles ; il n'y aurait donc plus de possibilités pour les autorités locales de continuer à massacrer les populations.

Cette solution permettrait également à la population civile de se regrouper dans des conditions meilleures que celles que l'on connaît actuellement au Liban ou en Jordanie. **Plutôt que l'établissement de camps, on pourrait également songer à mettre cela en place dans des villes déjà existantes, qui connaissent une situation de calme, et pas trop vastes pour pouvoir être facilement contrôlables, où les gens pourraient continuer à vivre normalement.** Il serait alors possible d'offrir de meilleures conditions aux personnes concernées, avec des écoles, des services de santé, des réseaux de distribution alimentaire ; on pourrait envisager même la mise en place d'activités salariales et de production. Cela me paraît être le meilleur moyen pour éviter que de nombreuses personnes se lancent à corps perdu en direction de pays lointains qui, d'ailleurs, n'ont pas forcément la volonté, ni les moyens de les accueillir, ou qui le feront mais dans des conditions très précaires ,ce qui n'aura aucune influence positive dans le cadre de leur intégration éventuelle par la suite. Mettre cette solution en place suppose beaucoup de lobbying au niveau de l'ONU, mais également un renforcement des moyens militaires de l'organisation. Il convient de préciser que cette solution ne serait pas plus coûteuse que celle qui consiste à laisser les gens venir dans des conditions déplorables et à les accueillir ensuite, en les maintenant dans une oisiveté contrainte pendant plusieurs mois, voire plusieurs années.

## **10 - Réussir le débat sur l'identité nationale et le vivre ensemble**

*Les attentats du 13 novembre à Paris et à Saint-Denis n'ont pas exacerbé les tensions entre communautés musulmanes et le reste de la population. Néanmoins, les récents évènements en Corse pourraient faire craindre un changement de la situation.*

**Guylain Chevrier** : L'identité nationale bien comprise est au fondement de tout vivre ensemble harmonieux. Cette identité a à voir avec la définition de la Nation, qui est un de nos plus beaux et essentiels acquis, communauté d'histoire, de culture, de valeurs de de principes sur lesquels la volonté de s'associer est venue dépasser les différences d'origines, de couleurs, de religions. C'est cette volonté de s'associer qu'il s'agit de bien poser, qui ne réside pas que dans des droits mais aussi dans des devoirs, sous le signe de notre République indivisible, laïque démocratique et sociale, qui précède l'affirmation du principe d'égalité de tous devant la loi, dans notre Constitution (Art. 1<sup>er</sup>).

**La Charte des droits et devoirs du citoyen Français (Décret n° 2012-127 du 30 janvier 2012), qui renferme les principes et valeurs, explication des attributs et symboles de la République, Liberté-Egalité-Fraternité, devrait être au programme de toutes les écoles de France pour énoncer à côté des droits, politiques, civiques et sociaux, les exigences intangibles et incontournables qui en sont indissociables, fréquemment oubliées, tel le respect des droits d'autrui ou la responsabilité commune de nos libertés.** Cette Charte est la référence à l'apprentissage de ce qui conditionne l'acquisition de la nationalité dans le Code civil. Malheureusement, Monsieur Ayrault, lorsqu'il était Premier ministre, a remplacé le questionnaire à choix multiple s'inspirant de cette dernière, qui permettait d'évaluer l'adhésion du candidat à devenir Français, par un simple entretien, contribuant à banaliser cet acte essentiel. On pourrait souhaiter que l'on revienne à une plus haute conception d'être Français et de le devenir, en donnant toute sa place dans notre culture commune au rôle de promotion de notre identité que joue cette très belle Charte des droits et devoirs du citoyen Français.